



# CONFEMEN infos

MARS 2007

n° 11

## Editorial



Le monde francophone a commémoré le 20 mars 2007, dans un esprit de convivialité et de concorde, le jour anniversaire de la naissance de la Francophonie. **Vivre ensemble, différents** thème de cette journée, exprime tout à la fois l'attachement de la Francophonie aux valeurs de tolérance et de fraternité et la volonté de ses peuples d'être à l'avant-garde de la lutte pour un monde de diversités où s'épanouissent, dans un esprit de compréhension mutuelle et de complémentarité, toutes les cultures du monde.

Journée de solidarité et de partage francophones, le 20 mars n'en est pas moins une opportunité de réflexion et d'analyse. Au delà des fêtes qui ont ponctué cette journée aux quatre coins du monde, traduisant la vitalité de la Francophonie ; au delà de l'enthousiasme de plus en plus croissant pour le français ; au-delà même de la tendance de plus en plus d'hommes et de femmes à travers les cinq continents à revendiquer leur appartenance à cette belle communauté de langue et de valeurs, il faut sans doute s'interroger sur la réalité de ces statistiques livrées à l'occasion de cette journée. Sur l'ensemble des 55 pays membres de l'OIF, dont la population est estimée à plus de 800 millions d'habitants, la Francophonie ne comptabilise à ce jour, que 200 millions de locuteurs francophones. Une goutte d'eau dans l'océan francophone. Des chiffres surtout qui en disent long sur la nature et la dimension du combat à mener.

La CONFEMEN, particulièrement préoccupée par cette situation, rappelle que le respect des engagements de Dakar implique l'accueil de 17 millions d'enfants supplémentaires actuellement exclus de l'école. A cela s'ajoutent les efforts spécifiques qu'il faudra déployer pour l'alphabétisation des adultes, pour éliminer toutes formes de disparités, augmenter les taux d'achèvement et améliorer la qualité des apprentissages. Une tâche particulièrement exigeante pour bon nombre de pays du Sud membres de la Francophonie qui sont parmi les plus pauvres et les moins scolarisés du monde.

Mais nous avons bel espoir que la traduction concrète des volontés politiques nationales ainsi que les efforts conjugués de l'OIF, de ses opérateurs et d'autres partenaires au plan mondial permettront bientôt de trouver pour ces pays les voies et moyens d'accéder aux financements nécessaires et de bâtir des approches novatrices pour le développement de l'éducation dans l'espace francophone.

Gageons que le séminaire consacré à l'échange de bonnes pratiques et à la modélisation d'approches pour le financement de l'EPT qui s'est tenu récemment à Moroni (Comores), devienne réellement une porte ouverte sur l'espoir. Pour ces millions d'enfants bien sûr, mais aussi pour la grandeur de la Francophonie.

Mme HIMA Adiza  
Secrétaire Générale

## Sommaire

- 01 Editorial
- 02 Concours des Dix Mots de la Francophonie
- 04 Atelier sous-régional de formation du PASEC
- 06 Interview de Mme Adiza HIMA
- 08 Forum national sur le secteur de l'Éducation au Bénin
- 10 Mémoire de fin de formation sur la contribution de la CONFEMEN : Cas du Burkina Faso
- 11 Journées de réflexion sur la dynamique partenariale
- 12 Quels futurs pour l'éducation en Afrique ?

## Edition 2007

# Concours des Dix mots de la Francophonie

L'édition 2007 de la Quinzaine de la Francophonie a été riche en couleurs. La CONFEMEN y a activement participé aux côtés d'autres institutions francophones partenaires. Mieux, pour la deuxième année consécutive, elle a organisé le concours des dix mots de la Francophonie étendu cette année à toutes les régions du Sénégal. L'ambition du STP est d'étendre son champ de couverture dans les années à venir.

Dans le cadre de la commémoration du 20 mars, jour anniversaire de la naissance de la Francophonie, la CONFEMEN a sacrifié à la tradition en organi-

blement choisis par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Etendu cette année à neuf régions du Sénégal, l'édition 2007 a enregistré la partici-

gues nationales et chargé de la Francophonie du Sénégal, Monsieur Diégane SENE et de nombreuses autres personnalités. Outre des parents d'élèves, des professeurs, des directeurs d'école et de la presse, des dizaines de scolaires étaient également venus soutenir leurs camarades primés.

Dans son allocution de bienvenue, la Secrétaire Générale de la CONFEMEN, Mme HIMA Adiza, a salué le mérite des enfants qui, dit-elle, est grand. En guise d'hommage à tous les enfants francophones du monde, elle a adressé un message qu'elle a composé avec les dix mots de la Francophonie.



*Le ministre de l'Alphabétisation, des Langues nationales et de la Francophonie, M. Diégane Sène, lors de son allocution.*

sant, en partenariat avec le Ministère de l'Education du Sénégal et avec l'appui du Projet Qualité de la coopération française, de la Commission nationale de la Francophonie ainsi que de la Délégation de la Communauté française de Belgique, le concours des Dix mots de la Francophonie. Il s'agissait pour les élèves du primaire, du moyen et du secondaire, de composer un texte (poème, rédaction, message) selon les niveaux scolaires avec dix mots préala-

pation de plusieurs écoles. Conformément au règlement intérieur du concours, seules les trois meilleures copies sélectionnées au niveau d'une école sont transmises au Secrétariat Technique Permanent (STP) de la CONFEMEN où siège le comité d'organisation. La cérémonie officielle de remise des prix aux lauréats s'est déroulée le 28 mars 2007 à la Maison de la culture DOUTA SECK en présence notamment du Ministre de l'Alphabétisation, des Lan-



*Une vue des invités lors de la remise des prix*

### Message de Madame HIMA Adiza, Secrétaire Générale de la CONFEMEN aux enfants francophones

Chers enfants,

A travers vos productions que nous avons eu l'opportunité d'apprécier, vous avez montré votre amour du français et de toute évidence, vous savez faire valser avec ses mots. Cette langue chic dans un monde menacé par une certaine globalisation ridicule et bizarre à tous points de vue, est notre bien commun. Nous devons, dans notre comportement de tous les jours, éviter de prêter le flanc à ces détracteurs aux allures de clown et nous battre, tels des Bachi-bouzouk, pour la promotion et la défense du français.

Considérez toujours que cette langue est la clé passe-partout qui vous permettra de progresser, mètre par mètre, dans la réalisation de vos rêves.

Sachez que tel un abricot, vous pouvez y tirer la substance et les couleurs de votre goût et que vous avez dès à présent le devoir de veiller à en assurer, tel un précieux bijou, la défense et la promotion.

# LAUREATS DU CONCOURS NATIONAL DES 10 MOTS DE LA FRANCOPHONIE, Edition 2007

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE	
PRIX	LAUREAT
1 <sup>er</sup> Prix	<b>Mlle Halimatou BA</b> Ecole Adja Mame Yacine Diagne Elève CM 2C Académie de Dakar (IDEN Grand Dakar 1)
2 <sup>ème</sup> Prix	<b>M. Abdoulaye Sene CISSE</b> Elève 7ème B Collège de la Cathédrale Académie de Dakar (IDEN Dakar-Ville)
3 <sup>ème</sup> Prix	<b>M. Yaya DOUCOURE</b> Elève CM 2A Ecole Yélingara Académie de Tambacounda (IDEN Bakel)
COLLEGE D'ENSEIGNEMENT MOYEN	
PRIX	LAUREAT
1 <sup>er</sup> Prix	<b>Mlle Abibatou WADE</b> Elève 6ème C Collège Amadou Fara Mbodj Académie de Saint-Louis
2 <sup>ème</sup> Prix	<b>M. Massamba FAME</b> Elève 5ème B Collège Abbé Arsène Fridoil Académie de Dakar
3 <sup>ème</sup> Prix	<b>M. Abou BAKR</b> Elève 3ème A Collège Malick FALL Académie de Ziguinchor
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	
PRIX	LAUREAT
1 <sup>er</sup> Prix	<b>Mlle Alimata YAGUE</b> Elève terminale GB Lycée André-Paytavin Académie de Saint-Louis
2 <sup>ème</sup> Prix	<b>Mlle Marième BA</b> Elève terminale S2 Lycée de Thiaroye Académie de Dakar
3 <sup>ème</sup> Prix	<b>Mlle Mariama CAMATE</b> Elève première Groupe scolaire Mbao Horizon Académie de Dakar



*Monsieur Denis LACOUTURE, Chef du Projet Qualité de la Coopération française*



*Mame Fatim Guèye, Secrétaire générale de la Commission nationale pour la Francophonie du Sénégal*



*Madame Louise Marchand, Ambassadrice du Canada au Sénégal*



*M. Pierre HAZETTE, Délégué Wallonie-Bruxelles à Dakar*

# Atelier sous-régional de formation du PASEC

Du 5 au 16 mars 2007, Douala (Cameroun) a abrité les XI<sup>e</sup> ateliers sous-régionaux de formation des équipes nationales PASEC pour le compte de l'Afrique centrale et de l'Océan Indien. Organisés en collaboration avec la Direction de l'Education et de la Formation de l'Organisation internationale de la Francophonie, les XI<sup>e</sup> ateliers de Douala portent sur « l'analyse des données d'enquête sur l'éducation ». Ces ateliers ont regroupé une trentaine de participants venus du Burundi, du Congo, de Djibouti, du Gabon, de la République centrafricaine, de la République Démocratique du Congo, du Tchad, des Comores et du Cameroun.

Dans sa présentation traitant de l'approche genre, Emmanuel MATEO de l'OIF a souligné que les actions visant à corriger l'inégalité du genre dans l'éducation mobilisent deux types de stratégies : des stratégies communes, comme l'information et la mobilisation sur les questions du genre et des stratégies spécifiques au contexte éducatif, comme la révision des curricula. Ce dernier point, dit-il, est l'axe privilégié de l'intervention de l'OIF dans le domaine, à travers la promotion de l'approche genre dans les plans nationaux, l'environnement pédagogique favorable à la scolarisation des filles et l'identification et diffusion de bonnes pratiques en matière de genre.

Quant à, Pierre VARLY, il a informé les participants lors de sa présentation des activités du PASEC pour la période 2006-2007, qu'elles s'organisent autour de 4 axes, à savoir la restitution des résultats, les activités de renforcement des capacités, l'amélioration des procédures et la documentation des données. Les perspectives du programme, a-t-il précisé, sont à moyen terme de proposer des adaptations des méthodes et outils d'évaluation au contexte régional, d'appuyer sur un plan technique et scientifique la réalisation d'évaluations nationales, de favoriser la coopéra-

tion Sud-Sud, de tenir à jour un répertoire des chercheurs et réseaux de recherche en évaluation. A long terme, il s'agira d'accroître la production du PASEC sur des thématiques d'intérêts pour les pays, d'orienter les activités du PASEC vers des fonctions de conseil, de veille scientifique, de diffusion des résultats et

cotisations auprès de la CONFEMEN, sur la complémentarité avec l'ancien programme MLA et sur le nombre de représentants par pays aux ateliers.

La présentation qui a suivi a permis de clarifier certains points notamment sur les spécificités de la méthodologie PASEC par rapport à

de l'atelier, à savoir la préparation pour chaque pays d'une note de synthèse présentant les principaux résultats des analyses réalisées lors des travaux de groupe. Les participants se sont répartis en deux groupes, sur une base volontaire : 20 participants pour le groupe d'initiation et dix pour le groupe d'approfondissement.

A la suite d'un bref exposé du module qui a précédé les exercices individuels et en groupe, l'objectif était pour le groupe d'initiation, d'amener les participants à connaître les caractéristiques des variables d'analyse et à décrire ces dernières (calcul de paramètres statistiques, tests de corrélation, d'indépendance).

Pour le groupe d'approfondissement, l'objectif était d'amener les participants à acquérir les bases nécessaires pour la compréhension et l'application des techniques économétriques utilisées pour l'analyse des données PASEC et à être en mesure de réaliser une étude de cas en utilisant les outils présentés.

L'atelier a été l'occasion de partager avec les participants un nombre important de documents, de données et d'informations, notamment par le biais d'un CD-ROM.



Cérémonie d'ouverture des ateliers sous-régionaux PASEC de Douala 2007

méthodes d'évaluation et de stimuler la réflexion politique sur la définition d'un seuil de compétences pour les élèves.

Suite à cette présentation, plusieurs questions ont été posées, notamment sur l'appui que le PASEC peut apporter aux pays dans le cadre d'évaluations thématiques, dans la mise en place de structures et d'activités d'évaluation nationales, sur la prise en compte des pays qui n'ont pas bénéficié d'évaluations PASEC, sur la conditionnalité liée aux arriérés de

d'autres programmes internationaux, tel que MLA. Le PASEC utilise des modèles dits à valeur ajoutée, par une mesure en début et en fin d'année du niveau des élèves et cherche à mesurer l'effet de différents facteurs sur les acquisitions scolaires. Les intrants pédagogiques classiques (type de classe, manuels scolaires, formation des enseignants, etc.) n'expliquent que 6% de la variation observée du niveau des élèves.

La formation a été axée sur les résultats attendus

# les activités menées au niveau national par les pays dans le domaine de l'évaluation des acquis scolaires.

## Burundi

Dans le cadre du projet MLA (UNESCO-UNICEF), deux évaluations ont été réalisées en mars 2002 (4<sup>e</sup> année) et août 2004 (8<sup>e</sup> année), sur le niveau des élèves et leurs conditions d'apprentissage, auprès de 100 écoles. Les résultats sont meilleurs en langue nationale et en vie courante, qu'en français et mathématiques. Une demande à l'endroit de la CONFEMEN a été formulée pour renforcer les capacités de la cellule nationale d'évaluation et pour la réalisation d'une enquête PASEC au Burundi.

## Cameroun

Le Cameroun a bénéficié de deux évaluations PASEC et de deux évaluations MLA. La première évaluation PASEC s'est déroulée pendant l'année scolaire 1995-1996, dans le cadre du PASEC III, et la deuxième pendant l'année scolaire 2004/2005, dans le cadre du PASEC VII. Après avoir rappelé les résultats de la première enquête, l'équipe a fait état de l'avancement de l'évaluation en cours, des résultats de MLA et des activités de formation qu'elle a réalisées.

## Comores

Trois évaluations ont été menées aux Comores. Une première évaluation a été menée en 1993 sur les apprentissages du CM2 avec l'appui des experts et spécialistes français. Deux autres évaluations ont été menées dans le cadre de MLA, avec l'appui de l'UNESCO et l'UNICEF. Sur l'ensemble du pays, le score moyen en compétences de base est en dessous de la moitié des items proposés pour les trois tests. La réalisation de ces trois enquêtes aux Comores a fourni

l'occasion de bâtir un ensemble d'indicateurs pour réorienter les réformes éducatives. Cependant, certains problèmes demeurent et les perspectives sont de mettre en place une équipe permanente d'évaluation.

## Congo

Les activités basées sur l'étude des acquis scolaires en ligne avec les facteurs liés au contexte de la classe (les maîtres de par leur formation, les groupements d'élèves, les livres scolaires et le matériel didactique, etc.) sont inexistantes, les rapports d'évaluation et les études de suivi de cohorte sont rares. Cependant, une étude d'ensemble sur les déterminants de la réussite scolaire, menée en 1994 par le PASEC et le RESEN Congo, renseigne sur les déterminants de la réussite scolaire. L'étude PASEC en cours devrait permettre au Congo de renforcer son dispositif de pilotage du système éducatif par les résultats.

## Djibouti

L'approche par les compétences a été introduite en 2001, au niveau du primaire et est expérimentale au secondaire. L'évaluation globale du niveau des élèves est menée par le CRIPEN cellule directement rattachée au Cabinet du Ministre. Cette évaluation certificative révèle qu'en français, les objectifs terminaux d'intégration (OTI) sont atteints par 52,3% des élèves contre 70,3% en maths, alors que la proportion d'élèves ne les ayant pas atteints est de 33,9 et de 13,3% respectivement.

## Gabon

À la demande et sur financement du Ministère français des affaires

étrangères, l'IREDU a conduit de 1997 à 1999, une étude diagnostique du système éducatif

près de 16 000 écoles primaires et les dépenses engagées par l'Etat dans l'éducation ne concernent



Photo de famille des participants de Douala 2007

gabonais. Les indications données en matière de rétention et de redoublement indiquaient que des gains potentiels très notables d'efficacité interne sont possibles. Les caractéristiques logistiques du contexte scolaire n'apportent qu'une contribution limitée à l'explication des acquisitions des élèves. L'impact autonome de ces variables ne représente que 2,7% en CP2 et 2,9% en CM1. Une évaluation PASEC est en cours, la phase de traitement et d'analyse des données a débuté.

## République Centrafricaine

Dans le cadre de l'analyse sectorielle en éducation (RESEN) de la République Centrafricaine (RCA), le défaut de données fiables sur la qualité de l'enseignement primaire a conduit à réaliser une enquête dite « PASEC light ». L'objectif essentiel est d'alimenter les aspects du RESEN relatifs à la qualité de l'éducation. Le nom de l'enquête tient du fait qu'elle utilise les instruments du PASEC avec un protocole légèrement différent. La République Centrafricaine obtient des scores moyens relativement faibles par rapport aux autres pays.

## République Démocratique du Congo

Au sortir du long conflit armé, le pays compte

que 1% des sommes totales, les ménages finançant la quasi totalité des frais. La RDC a bénéficié de deux évaluations dans le cadre du projet MLA. Le niveau de maîtrise de la langue française semble problématique dans les niveaux 1 et 2 et la question de l'usage de la langue maternelle se pose. La RDC a besoin de tous les efforts pour reconstruire son système éducatif et espère que le PASEC prendra en compte sa demande de candidature.

## Tchad

Deux études ont été menées par l'ex-cellule nationale : le rendement scolaire en 1996 et l'enseignement en langues nationales en 2001. L'étude PASEC, menée en 2003/2004 souligne certaines faiblesses dans le niveau des élèves et met en évidence certains facteurs de progression des élèves. La restitution officielle a eu lieu en janvier 2006 et les résultats disséminés au niveau des structures déconcentrées. Les résultats du PASEC sont pris en compte dans la révision de la stratégie décennale en cours. Dans le cadre du Projet d'Appui à la Réforme du Secteur Éducatif du Tchad (PARSET), il est prévu l'étude de l'impact du projet par rapport à quelques sous composantes.

## Interview de Mme Adiza HIMA, Secrétaire Générale de la CONFEMEN

**Assises francophones de la gestion scolaire, 52<sup>e</sup> session ministérielle, ateliers sous-régionaux de formation PASEC, réunion du Groupe de travail des Correspondants nationaux des pays membres du Bureau, etc. 2006 a été aussi une année-bilan : le bilan des quatre premières années de la relance de la CONFEMEN. Pour faire le point sur tous ces aspects, et bien d'autres, Madame Adiza HIMA s'est prêtée aux questions-réponses de CONFEMEN Infos.**

**Mme la Secrétaire Générale, 2006 est déjà derrière nous. Quelles sont vos impressions sur le bilan de cette année ?**

2006, je peux dire, a été une année bien remplie. Non seulement les grands rendez-vous qui l'ont marqué ont été des succès reconnus sur le plan international, mais les activités et programmes exécutés tout au long de cette année ont permis d'avancer sensiblement dans le processus de relance de la CONFEMEN. 2006 a d'ailleurs été une année bilan au cours de laquelle les instances ont apprécié les efforts réalisés depuis Ouagadougou en 2002 sur les plans, d'abord de l'évaluation des systèmes éducatifs et du renforcement des capacités des équipes nationales en la matière, ensuite de la promotion du point de vue de la Francophonie dans le domaine de l'éducation, enfin dans le cadre de la communication au sein et autour de la CONFEMEN.

**Pouvez-vous décliner pour les lecteurs de CONFEMEN infos les grands aspects de ce bilan ?**

En terme de grands aspects, je noterai principalement quatre, à savoir les grands événements dont je parlais tantôt, les

évaluations conduites au cours de l'année, la participation aux grandes rencontres internationales et les relations partenariales.

Parmi les grands événements, je noterai en priorité les Assises francophones de la gestion scolaire qui ont permis à la communauté éducative francophone de débattre d'un aspect hautement important de nos systèmes éducatifs, je veux parler de la gestion. C'est le fruit des réflexions développées lors de ces Assises qui ont alimenté les débats de la 52<sup>e</sup> session ministérielle de Niamey 2006, autre grand rendez-vous au cours duquel un Mémoire et un Cadre d'action sur la gestion scolaire ont été adoptés.

Au-delà de ces deux événements majeurs, il y a eu d'autres rendez-vous importants. Ce sont notamment les trois ateliers régionaux PASEC qui ont permis de renforcer les capacités des équipes nationales en matière d'évaluation des systèmes éducatifs. En 2006, nous avons particulièrement tenu à rehausser le nombre de participants à ces ateliers dont les deux premiers se sont déroulés simultanément à Dakar et à Cotonou, le troisième s'étant déroulé à Douala en février 2007 avec l'appui de l'Organisation



*Mme Adiza HIMA,  
Secrétaire générale de la CONFEMEN*

internationale de la Francophonie (OIF) et de l'Association internationale des évaluations des acquis scolaires (IEA). Ainsi, au total, 85 participants ont été concernés par ces ateliers.

Au titre des grands événements, il y a lieu de mentionner notre participation à la préparation du Sommet de Bucarest à travers les réunions du Haut Conseil de la Francophonie (HCF), de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), de l'Association internationale des Maires francophones (AIMF) ainsi qu'au Sommet même, renforçant ainsi la place de la CONFEMEN au sein de la Francophonie. J'ajouterais volontiers que nous nous sommes aussi attelés à faire la promotion du point de vue de la Francophonie

en éducation à travers d'autres rencontres internationales telles que la Conférence des ministres de l'éducation de l'Union africaine à Maputo (Mozambique, du 04 au 08 septembre 2006), à la Table ronde organisée par la Délégation de la Communauté française de Belgique auprès de l'Union européenne à Bruxelles (Belgique, le 25 octobre 2006) ou encore lors de la session de perfectionnement des membres de Education Internationale au Québec (Canada, du 26 au 27 octobre 2006) sur le thème de « Vision d'avenir de l'Education internationale ».

Le deuxième grand aspect de ce bilan est justement relatif aux évaluations que nous menons dans les pays.

En 2006, outre les évaluations diagnostiques au Tchad et en Mauritanie dont nous avons procédé à la restitution des résultats, nous avons aussi d'autres qui sont en cours de réalisation. Ce sont celles du Bénin, du Cameroun, de Madagascar, de Maurice, du Gabon, du Burkina Faso, du Congo et du Sénégal dont les opérations connaissent des niveaux d'avancement différents. Pour le cas du Bénin et de Madagascar, la restitution des résultats est prévue pour juin 2007. Nous avons aussi réalisé une évaluation thématique en Guinée dont CONFEMEN infos N° 10 de décembre 2006 s'est largement fait l'écho des résultats.

Je dois aussi évoquer la publication en septembre 2006 de l'ouvrage « Le redoublement : mirage de l'école africaine ? » qui est l'aboutissement d'un processus long de dix ans. Il a débuté avec le lancement des suivis de cohortes par le PASEC, en 1995 et a concerné le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Cet ouvrage, il faut le rappeler, a apporté aux acteurs de l'éducation, un éclairage conséquent sur le redoublement et ses impacts sur l'accès à l'école, la qualité de l'éducation et les performances des élèves en Afrique subsaharienne francophone.

Le troisième aspect de ce bilan est le développement tous azimuts des relations partenariales de la CONFEMEN. A ce sujet, la dynamique amorcée a permis d'établir un partenariat fonctionnel avec d'autres acteurs ; partenariat fonctionnel qui s'est traduit notamment par l'organisation des Assises francopho-

nes de la gestion scolaire et des ateliers PASEC. Je dois préciser que dans le cadre d'un accord de partenariat signé en novembre 2006 à Bucarest avec l'institut de la Banque mondiale, nous sommes actuellement en pourparlers pour voir dans quelles mesures il serait possible d'intégrer les questions cruciales de la gestion et de l'évaluation des systèmes éducatifs.

### **Quels sont les enseignements que vous tirez de ce bilan ?**

L'enseignement essentiel que nous tirons de ce qui a été réalisé en 2006 est que la dynamique de la relance se concrétise de jour en jour. Au Secrétariat Technique Permanent, nous sommes certes réconfortés par la reconnaissance unanime de ces efforts, mais nous n'en tirons aucune gloire. Cela est le fruit de la conjugaison des efforts de tous les acteurs de la CONFEMEN. Mais comme je l'avais dit lors de la 52<sup>e</sup> session ministérielle, nous devons nous remettre sans cesse en cause, porter toujours plus haut nos ambitions et raffermir davantage notre volonté d'améliorer nos performances. Nos réalisations doivent au demeurant fouetter notre détermination à confirmer les tendances annoncées afin de donner à la jeunesse francophone une éducation et une formation appropriées et à l'aune de nos légitimes espérances.

**Dans la logique de ce qui a été réalisé en 2006, quelles sont les perspectives tracées en 2007 pour marquer davantage le tournant amorcé dans la relance de la CONFEMEN ?**

Les perspectives, c'est d'abord dans le domaine de la gestion et de l'évaluation où les systèmes éducatifs ont montré beaucoup de défaillances. Comme je l'ai effleuré tout à l'heure, notre démarche concertée avec l'OIF, l'Université Senghor d'Alexandrie, l'Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES) et la Banque mondiale, vise à créer les conditions d'accompagnement des Etats, d'une part, dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action nationaux sur la gestion scolaire, d'autre part dans l'instauration d'une culture d'évaluation au sein des pays.

Dans le cadre des réformes éducatives, nous envisageons en 2007 d'organiser un atelier dont l'objectif est de procéder à une analyse des curricula en vue de constituer une banque régionale d'items.

Fidèle à sa mission de réflexion sur de nouvelles stratégies éducatives, la CONFEMEN publiera bientôt deux documents d'orientation intitulés "Pour une nouvelle dynamique de la gestion scolaire" et "L'évaluation des systèmes éducatifs".

Les perspectives, c'est ensuite dans le domaine de la communication. Pour dynamiser ce secteur, non seulement nous sommes actuellement dans un processus visant à refondre complètement le site Internet afin de répondre aux exigences d'un échange interactif avec nos partenaires, mais nous avons aussi décidé d'inscrire notre politique de communication dans une dynamique d'ensemble prenant en compte l'ensemble de nos actions et en interrelation avec les services de communication des ministères en charge de l'éducation des Etats et des gouvernements membres et des institutions partenaires.



*Madame Adiza HIMA, remettant son prix à une lauréate à l'issue du concours des "Dix Mots de la Francophonie 2007"*

# Forum national sur le secteur de l'éducation au Bénin

Suite à une série de difficultés apparues dans la mise en œuvre des programmes d'études basées sur l'approche par compétences et les dysfonctionnements propres au système éducatif, le gouvernement béninois a organisé du 12 au 16 février 2007 un Forum national sur le secteur de l'éducation. Cette rencontre qui a regroupé plus de 300 participants et des invités de marque à l'image du Secrétaire Général de l'UNESCO, Monsieur Matsura Koïchiro, a eu pour objectif de diagnostiquer les maux qui minent le système éducatif béninois et de rechercher des pistes de solutions envisageables. Voici la substance du rapport général.

Le Forum national sur le secteur de l'éducation qui s'est tenu à Cotonou en février 2007 est consécutif à la grave crise qui mine le secteur de l'éducation au Bénin depuis quelques années et qui se traduit entre autres, par l'emploi massif d'enseignants non qualifiés à tous les niveaux, la réforme des programmes d'études dont le contenu et la mise en œuvre soulèvent des controverses pour diverses raisons ainsi que les mouvements de grève cyclique qui paralysent les activités scolaires et universitaires. Outre un exposé introductif sur le Programme décennal de développement du secteur de l'éducation (PDDSE), le forum a enregistré quelques dix communications dont l'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel, les programmes d'études, la promotion d'une formation technique et professionnelle, l'offre et la demande de formations universitaires et la recherche scientifique au service du développement.

Le rapport souligne que le Forum, dont l'initiative vient du Président Yayi Boni en personne, a permis aux acteurs du système éducatif béninois de se rencontrer et d'échanger librement sur les maux dont souffre l'école béninoise. Cette rencontre qui a donné lieu à des débats parfois passionnés, mais toujours empreints de courtoisie a



permis aux acteurs de l'éducation, d'une part de faire un diagnostic clair pour tous les ordres d'enseignement et niveaux de formation ; d'autre part d'envisager les solutions appropriées pour un redressement rapide du système.

Concernant la question de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel qui a été âprement discutée, les participants ont été unanimes pour reconnaître la pertinence et l'urgence de leur introduction dans le système éducatif formel. Ils ont souligné qu'aucun peuple n'a réussi à se développer sans prendre appui sur ses langues et sa culture. Pour faire du Bénin un pays émergent, ils ont recommandé la formation d'un citoyen de type nouveau, imprégné des langues et cultures béninoises, mais maîtrisant bien les langues étrangères qui lui assurent une ouverture sur le monde et l'appropriation des technologies les plus perfor-

mantes, ainsi que les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Par rapport au thème sur les programmes d'études, certains participants ont carrément exprimé le souhait d'un rejet pur et simple des Nouveaux Programmes d'Etudes (NPE) et leur remplacement par un programme intermédiaire fondé sur la valorisation des langues et cultures nationales. La tendance majoritaire a été de maintenir les programmes actuellement en cours et d'y apporter les mesures correctives indispensables tels que la mise à disposition de l'école d'enseignants qualifiés, motivés et en nombre suffisants, travaillant dans des infrastructures adéquates pour garantir le succès des réformes actuelles et la mise à la disposition aux enseignants d'outils pédagogiques nécessaires tout en leur garantissant le temps scolaire qu'exige la mise en œuvre des situations d'apprentissage.

A propos de l'enseignement supérieur, l'état des lieux soumis à la réflexion du forum est préoccupant, l'offre de formation des universités nationales du Bénin étant largement en deçà de la demande de formation. La croissance prévisible de la population universitaire invite, d'ores et déjà, à prendre des dispositions utiles pour relever les défis et faire des universités béninoises la locomotive du système éducatif, voire du développement du pays tout entier.

Quant à la recherche scientifique au Bénin, il est à noter que l'état des lieux dans ce sous-secteur révèle qu'elle est confrontée à des problèmes d'organisation, de financement et de ressources humaines. Or, il est prouvé que la recherche scientifique fondamentale et appliquée constitue un puissant levier du développement économique et social.

A l'issue des travaux en commission et des débats consécutifs à la restitution en plénière, le Forum a fait les recommandations ci-après :

1. Considérant l'importance de l'éducation dans le processus de développement économique et social de la Nation, le Forum suggère que l'Ecole béninoise fasse l'objet d'une attention particulière qui se traduise en une volonté politique clairement affirmée qui s'appuie sur la solidarité nationale pour prendre les mesures exceptionnelles nécessaires à la réhabilitation et à l'amélioration de notre système éducatif ;

2. Au regard de ce qui précède, la revalorisation de la fonction enseignante devient une nécessité impérieuse ; elle exige le décrochage du secteur de l'éducation des autres secteurs de la fonction publique et un traitement particulier des acteurs du système aux plans administratif, financier et social ;

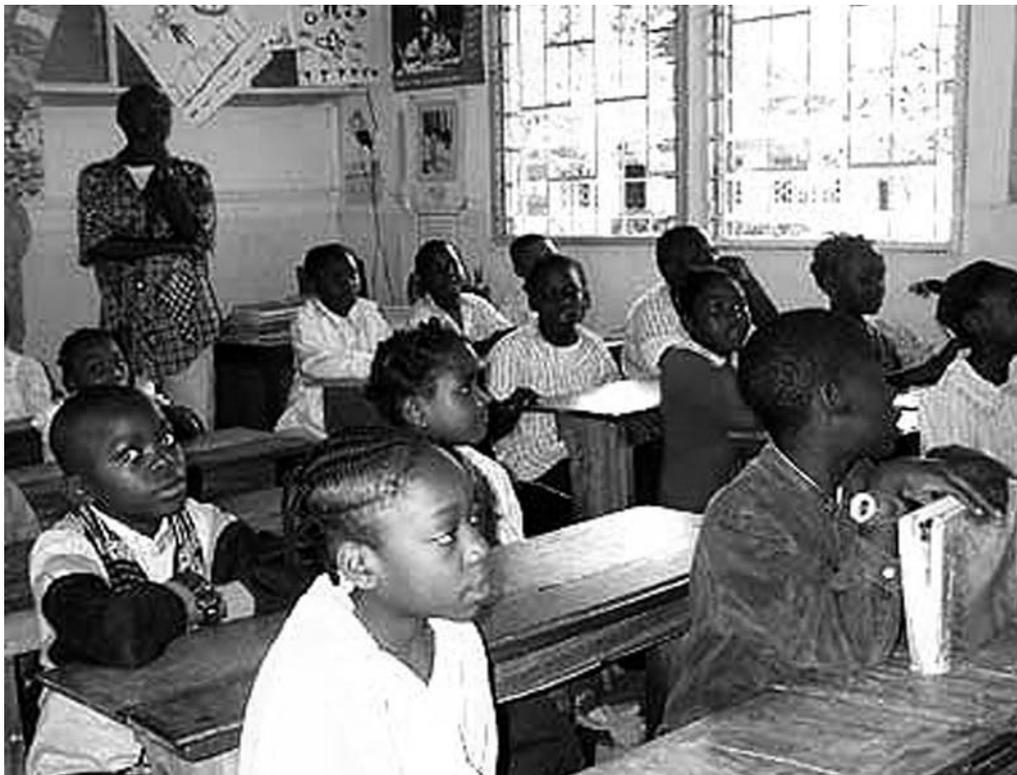
3. Prenant en compte les dysfonctionnements observés dans le secteur, le caractère complémentaire des différents ordres d'enseignement et la synergie qui doit exister entre l'alphabétisation, l'éducation des adultes et les différents paliers de l'éducation formelle, le Forum souhaite par soucis de cohérence, le retour à un Ministère unique de l'Education Nationale, tel que recommandé par les Etats Généraux de l'Education nationale ; mais avec la création de ministères délégués qui garantissent l'autonomie des sous secteurs ;

4. La formation du citoyen de type nouveau dont notre pays a besoin pour relever les nombreux défis de la société moderne, exige des programmes d'enseignement qui prennent en compte les progrès les plus récents enregistrés par les sciences de l'éducation. C'est pourquoi le Forum, tout en optant pour le maintien des programmes en vigueur, recommande de tenir grand compte des critiques objectives formulées par les acteurs de l'Ecole pour son amélioration et de prendre en compte les besoins pressants de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur ;

5. L'approche par compétence visant une meilleure intégration de l'Ecole au milieu social et culturel de l'apprenant, le Forum recommande l'introduction progressive et systématique des langues nationales dans les champs de formation, dans tous les ordres d'enseignement ;

6. Pour relever le défi de la qualité des ressources humaines intervenant dans le secteur de l'Education, le Forum suggère de mettre l'accent sur la professionnalisation en donnant une formation initiale et/ou continue à tous les travailleurs du secteur (enseignants et administratifs) ;

7. Le Forum réaffirme l'importance du secteur privé dans le système éducatif et recommande le soutien de l'Etat à ce secteur sous la forme de subventions aux établissements scolaires et universitaires privés qui répondent aux critères prédéfinis ;



8. Pour mener à bien les recommandations ci-dessus évoquées et rendre possible l'amélioration de la gestion du temps scolaire et universitaire, le Forum recommande que tout soit mis en œuvre pour assurer un dialogue social permanent entre l'Etat et les travailleurs du secteur de l'Education.

9. Le Forum suggère la mise sur pied d'un comité de suivi chargé de veiller à une revue annuelle de la mise en œuvre des recommandations des présentes assises avec obligation de compte rendu.

Les participants qui ont bénéficié de la contribution d'experts de l'UNESCO ont appelé à une mise en œuvre diligente des suggestions formulées.

La tenue de ce forum traduit une forte volonté politique quant à la priorité accordée au secteur de l'éducation.

**Lisez et faites lire  
CONFEMEN-Infos**

# Mémoire de fin de formation sur la contribution de la CONFEMEN à l'amélioration des systèmes éducatifs : cas du Burkina Faso

Madame Hourétou DIALLO, étudiante burkinabé inscrite au Département Gestion des services socio économiques de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM) de Ouagadougou (Burkina Faso), a présenté et défendu à la mi-mars un mémoire pour l'obtention du diplôme de Conseiller d'administration scolaire et universitaire (CASU).

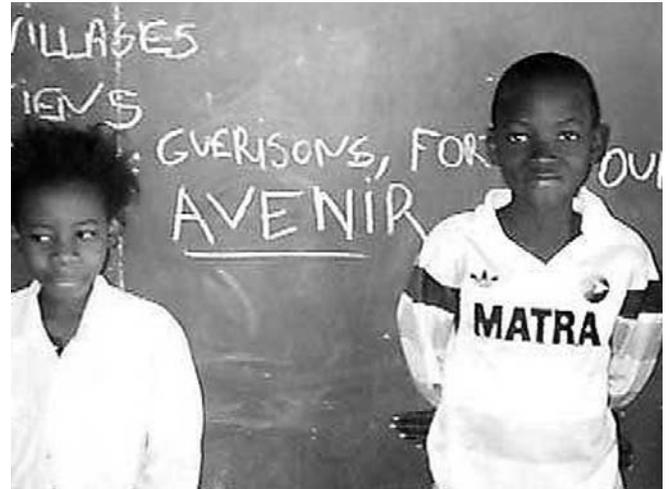
Intitulé "Contribution de la CONFEMEN à l'amélioration des systèmes éducatifs de la CONFEMEN: cas du Burkina Faso", ce mémoire de plus de soixante pages est le fruit d'une recherche menée par l'auteur auprès du Secrétariat Technique Permanent (STP) de la CONFEMEN, des ministères chargés de l'éducation (MEBA et MESSRS), des institutions internationales intervenant dans le domaine de l'éducation et ayant une représentation à Ouagadougou ainsi qu'au niveau du ministère des Affaires étrangères de son pays.

Deux questions fondamentales ont guidé les recherches :

- Quel est le rôle de cette institution dans un contexte EPT?

- Quel est l'impact de ses activités sur les systèmes éducatifs nationaux, notamment au Burkina Faso ?

La première partie du document a été consacrée à la présentation de la CONFEMEN, d'abord au plan international, ensuite au Burkina Faso. Dans la deuxième partie, intitulée Analyse du dynamisme de la CONFEMEN et de sa contribution au niveau national, Mme DIALLO a procédé, à la lumière des résultats d'une enquête préliminaire, à l'analyse critique du dispositif institutionnel de la CONFEMEN dans son pays. Elle en a dégagé les forces et les faiblesses liées au système de communication, tout en relevant, à partir d'une analyse comparative, les points de ressemblance et les différences avec d'autres organisations internatio-



nales analogues.

Analysant l'impact des activités de la CONFEMEN sur le système éducatif burkinabé, Mme DIALLO s'est appliquée, à l'aide de graphiques et de tableaux, à démontrer la valeur ajoutée tirée par son pays des orientations et stratégies définies par la CONFEMEN. Et si le bilan tiré est satisfaisant pour la CONFEMEN, Mme DIALLO a cependant attiré l'attention sur les défaillances notées et la nécessité d'y apporter les corrections idoines.

Si le mémoire de Mme Hourétou DIALLO peut

être vu comme une sorte de miroir reflétant une certaine image de la CONFEMEN dans un de ses Etats membres, il est avant tout une analyse critique portée par un regard extérieur. Le travail de recherche de Mme DIALLO est en tous les cas, un témoignage à l'action de la CONFEMEN, une contribution certaine à la relance de notre institution à laquelle le Secrétariat Technique Permanent reste sensible.

Pour l'histoire, Mme DIALLO a reçu la note de 16/20 et les félicitations du Jury.

Bravo et félicitations !

## Débat sur les réformes éducatives

En marge des travaux du Groupe de travail de juin 2007, les Correspondantes et Correspondants nationaux animeront un débat sur les réformes éducatives en cours dans leurs pays. Cet échange dynamique qui se fera sous la conduite d'un modérateur, permettra à la CONFEMEN de prendre la mesure des efforts accomplis par les Etats en vue de conformer ses projets à venir aux besoins réels des pays, en particulier dans les domaines de la gestion scolaire, de l'évaluation et des curricula. Dans le cadre de son Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC), la CONFEMEN envi-

sage d'ailleurs de consacrer la deuxième tranche de la subvention accordée par l'Association internationale pour l'évaluation des acquis scolaires (IEA) pour le renforcement des capacités des programmes régionaux et des structures nationales d'évaluation des acquis scolaires, à l'analyse des curricula et à la constitution d'une banque régionale d'items. A ce sujet, une réunion des différents partenaires (SACMEQ, WAEC et PREAL) a eu lieu en octobre 2006 à Amiens (France), en marge de l'Assemblée générale de l'IEA.

## Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale



La CONFEMEN organise en septembre 2007, en partenariat avec l'OIF, la Fédération Africaine des parents d'élèves et d'étudiants (FAPE) et le Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF), une réunion-débat sur la dynamique partenariale. Cette réunion-débat permettra notamment de faire le point de la mise en œuvre de la dynamique partenariale telle qu'elle a été pensée et déroulée lors de la 48<sup>e</sup> session ministérielle de Yamoussoukro (Cote d'Ivoire, 1992) dont le thème a porté sur le même sujet.

Deux objectifs généraux sont poursuivis dans le cadre de ces journées de réflexion sur la dynamique partenariale dans l'espace francophone :

- Faire le bilan global de la mise en œuvre des orientations et stratégies dégagées dans le cadre de la 48<sup>e</sup> session ministérielle de Yamoussoukro ;
- dégager, sur la base de communications diverses, des idées et stratégies novatrices qui permettraient une contribution renouvelée à une meilleure application de la dynamique partenariale.

La réunion-débat de septembre permettra en somme, à la lumière d'une conférence générale, d'exposés de cadrage et d'études de cas d'expériences avérées porteuses, de donner un nouvel élan au contrat socio-pédagogique qui veut que tous les acteurs placent l'école au dessus des considérations partisans.

Outre les représentants des pays francophones d'Afrique subsaharienne, de la CONFEMEN, de l'OIF, de la FAPE et du CSFEF, la réunion-débat enregistrera la présence de représentants d'autres organisations partenaires.

Pour assurer la vulgarisation des résultats de cette réunion-débat, il est prévu la production d'un CD-Rom sur les pratiques partenariales.

## Groupe de travail des Correspondantes et Correspondants nationaux membres du Bureau

Du 25 au 29 juin 2007 se tiendra à Mbodiène (Sénégal) la réunion du Groupe de travail des Correspondantes et Correspondants nationaux des pays membres du Bureau de la CONFEMEN. Cette rencontre qui fait suite à celle de novembre 2006 va se pencher, entre autres, sur un certain nombre de projets de documents aux fins d'amendement et de validation. Les projets de documents à l'ordre du jour sont les suivants :

- Le document de réflexion et d'orientation sur l'évaluation des systèmes éducatifs ;
- La structure du document de réflexion et d'orientation sur l'enseignement secondaire ;
- Le document de stratégie de communication pour l'éducation, "Contribution de la CONFEMEN au dialogue politique en éducation" ;
- Les grands axes du plan de communication de la CONFEMEN.

La réunion du Groupe de travail des CN sera aussi l'occasion de présenter :

- Le bilan des activités 2006 de la CONFEMEN dans



son intégralité ;

- Les résultats du PASEC ;
- L'avant-projet de budget 2008 ;
- Le projet d'ordre du jour de la réunion du Bureau 2007 qui se déroulera à Lomé (Togo) en novembre 2007 ;
- Le suivi de la programmation de l'OIF 2007-2009 en matière d'éducation.

A propos du suivi de la programmation de l'OIF, le Directeur de l'Education et de la Formation fera une communication qui portera notamment sur les résultats du projet "Appui à la rénovation des curricula" et des réunions régionales sur le financement de l'éducation ainsi que sur l'évaluation du programme d'appui à la mise en œuvre des politiques de formation professionnelle et technique et ses perspectives.

Le comité d'organisation est à pied d'œuvre depuis quelques semaines en vue de réunir les conditions nécessaires pour assurer le succès de cette importante réunion.

## Nouveaux visages

**ZOURE Fati** est de nationalité burkinabé. En fin de formation d'un cycle d'Ingénieur en Statistique à l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée (E.N.E.A) de Dakar, Mademoiselle ZOURE a effectué des stages pratiques à l'Office de Développement du Port (ODEP) d'Agadir (Maroc) et à l'Institut National de Statistique et de Démographie (INSD) du Burkina Faso. Elle a intégré la CONFEMEN en qualité de stagiaire à partir de mars 2007.

**Makan DOUMBOUYA** est de nationalité guinéenne. Elève ingénieur des travaux statistiques à l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée de Dakar, il a effectué un stage en août-septembre 2005 à la Direction Nationale de la Statistique de la Guinée. Il a également fait un stage professionnel à l'Office National de la Statistique de la Mauritanie de juillet à octobre 2006. Depuis mars 2007, il est stagiaire au Secrétariat Technique Permanent de la CONFEMEN où il travaille sur le thème de recherche suivant : Méthodologie des pseudo panels appliquée aux données du PASEC.

### « Quels futurs pour l'éducation en Afrique ? » de Pierre FONKOUA, Président du Comité scientifique du PASEC



Le Président du Comité scientifique du PASEC, M. Pierre FONKOUA, vient d'enrichir la réflexion de la communauté mondiale sur l'éducation en Afrique. Sous le titre de "Quels futurs pour l'éducation en Afrique ?", il s'est livré à une analyse critique et prospective de l'évolution des systèmes éducatifs africains. A partir

de l'analyse du fonctionnement global des structures des systèmes éducatifs africains et par une démarche prospectiviste fondée sur l'approche systémique et la planification stratégique, la recherche des alternatives et des innovations pour un développement durable, Monsieur FONKOUA s'est particulièrement appliqué à montrer la nécessité impérieuse d'une refondation des systèmes éducatifs africains. Cette refondation, pense-t-il, doit faire table rase des fondements sur lesquels les systèmes éducatifs africains sont bâtis et dont l'Afrique pense tirer les ressources et ressorts d'un développement social qui se veut curieusement une copie conforme du modèle d'évolution des sociétés occidentales. Elle doit nécessairement se faire par la résurgence des valeurs sociales, reli-

gieuses et culturelles qui fondent les sociétés africaines.

«Les politiques éducatives africaines, dit-il, généralement influencées par les grands courants de recherche nés de l'expertise internationale n'ont pas toujours été guidés de façon judicieuse à l'aide des outils appropriés, d'une part, et n'ont pas toujours répondu à une réelle demande de développement endogène et durable pour l'Afrique, d'autre part. Elles ont souffert longtemps d'une indigestion en matière d'innovations tous azimuts sans aucune réflexion de fond préalable».

Monsieur Guy BOURGEAULT, professeur titulaire à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, qui a préfacé l'ouvrage, indique que Monsieur FONKOUA « offre à notre réflexion, dans un essai de prospective à la fois audacieux et rigoureux, les éléments majeurs d'une stratégie pour une refondation des systèmes éducatifs africains. Il nous invite du coup, poursuit-il, à partager la conscience d'une urgence, celle de préparer le monde de demain ».

Monsieur Pierre FONKOUA est notamment titulaire d'un doctorat de troisième cycle en sciences de l'éducation de l'Université de Caen en France et d'un PhD en fondements et études en éducation de l'Université de Montréal au Canada.

#### CONFEMEN Infos

est une lettre d'information trimestrielle consacrée à l'actualité éducative, à la recherche et au partenariat dans le secteur de l'éducation ainsi qu'à toutes les activités de la CONFEMEN dans le monde.

Elle est publiée par  
le Secrétariat Technique  
Permanent de la CONFEMEN

Directrice de publication : Adiza Hima  
Rédacteur en chef : Modi Alzouma Moussa  
Rédaction : Modi Alzouma Moussa  
Collaboration : Pierre Varly  
Anne Penda Sène  
Beïfith Kouak Tiyab  
Agathe Fiset  
Véronique Martel

Secrétariat Technique Permanent de la CONFEMEN  
Immeuble Kébé-Extension, 3<sup>e</sup> étage  
BP 3220 - Dakar - Sénégal  
Tél. : (221) 821 60 22  
Fax : (221) 821 32 26  
Courriel : confemen@orange.sn

[www.confemen.org](http://www.confemen.org)